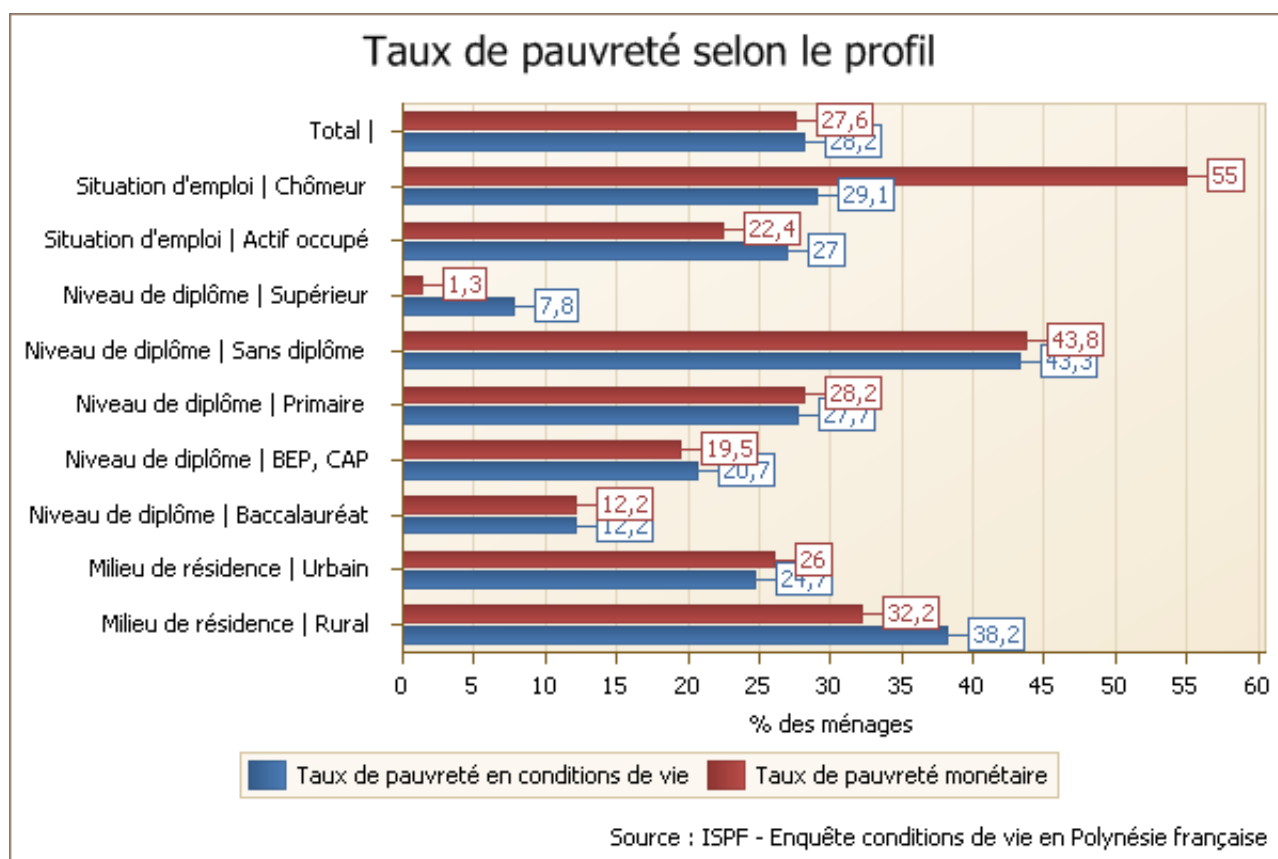


Pauvreté en Polynésie: la République en Marche en appelle à la solidarité nationale



Dans un très long communiqué, la République en Marche Polynésie pointe le projecteur sur les conditions de vie d'une partie de la population (55%) considérée comme vivant sous le seuil de pauvreté.

Face à ce constat, et abstraction faite de la reprise économique qui se dessine depuis fin 2016, le mouvement local en soutien du président Macron a décidé de lancer une « alerte » auprès des sept cents personnalités les plus influentes de la majorité présidentielle. Nous vous livrons de larges extraits de son analyse.

Le Conseil de l'Europe considère comme pauvres « les personnes dont les ressources (matérielles, culturelles ou sociales) sont si faibles qu'elles sont exclues des modes de vie minimaux acceptables dans l'Etat membre où elles vivent ».

Au dernier recensement, la population de la Polynésie française s'élevait à 275 000 habitants. L'archipel des Îles du Vent concentre à lui seul 70% de la population.

En 2015, la moitié de la population des Îles du Vent déclarait disposer de moins de 102 000 F.CFP (850 euros) par unité de consommation, ce qui a amené le directeur de l'Institut de la Statistique en Polynésie Française (ISPF) à reconnaître le fait que 55% de la population vivait

sous le seuil de pauvreté. A ce chiffre viennent s'ajouter les indices de développement humain (IDH) et l'indice de Gini sur les inégalités de revenu.

L'indice Gini est de 0,402, ce qui traduit une captation de la majorité de la richesse par une minorité de la population. En d'autres termes, la polarisation des revenus en Polynésie française conjuguée à l'absence d'amortisseur social et de mesure de redistribution, accentue la vulnérabilité des classes les plus pauvres aux difficultés économiques, d'autant plus que celles-ci sont déjà confrontées à la cherté de la vie (+ 39 % par rapport à la France : Alimentaire +48% Communication +95%, Logement 35%, santé + 11%)- source ISPF.

En Polynésie française, la pauvreté affecte particulièrement les jeunes non diplômés. En 2016 le décrochage scolaire en cours d'année a concerné 30% des élèves Polynésiens (source vice-rectorat). Le manque d'accessibilité à une formation diplômante ou professionnelle sont autant de barrières obstruant l'entrée des jeunes sur le marché de l'emploi. Plongées dans une situation d'inactivité ou de chômage (non indemnisé), des populations déjà fragilisées tombent dans la précarité.

L'ascenseur social est inexistant. De nombreuses familles sont pauvres depuis plusieurs générations. Si on n'est pas encore pauvre, on le devient. Les ménages dans une situation de précarité basculent alors dans un cercle vicieux sans possibilité d'aide ni de recours. Il n'existe aucun amortisseur social en Polynésie Française (aucune allocation chômage, pas de RSA). Ceci explique le surendettement de nombreux ménages. 71% des personnes surendettées n'ont aucun revenu, en général elles sont hébergées par des tiers.

En 2010, la moitié des actifs de moins de 20 ans était au chômage et le tiers des 20-25 ans l'était également. En 2014, l'ISPF pointe du doigt un taux, toute tranche confondue, de 30.6% soit un taux trois fois plus élevé qu'en 2007... Dans le Pacifique, seules les îles Salomon (Etat insulaire en voie de développement) affichaient un résultat moins performant, alors que le pays connaît une situation de guerre civile !

Ramenée à la population de Polynésie, près de deux tiers des chômeurs ont moins de 30 ans. En 2007, 60% de ces chômeurs étaient titulaires d'un BEPC.

Le phénomène d'exclusion des jeunes sur le marché de l'emploi se traduit par un phénomène de pauvreté monétaire qui affecte 27,6% de la population de L'archipel des Îles du Vent. La pauvreté monétaire limite la capacité d'un ménage ou d'un individu à faire face à un coup dur (licenciement, maladie, accidents de la vie). De plus, cette situation de fragilité se répercute sur les comportements, l'accès au soin, les habitudes alimentaires et la vie sociale. En Polynésie comme ailleurs, Il est démontré que les personnes en situation de précarité renoncent plus souvent aux soins pour des raisons financières.

En 2015, 73 074 personnes étaient affiliées au régime de solidarité, soit 27% de la population, soit une hausse de plus de 9 000 personnes depuis 2010. Inversement, et dans un contexte de croissance démographique, le régime salarié de la Caisse de Prévoyance Social a perdu 9 000 cotisants entre 2007 et 2013.

70% des hommes et la moitié des femmes adultes sont en surcharge pondérale, 38% souffrent

d'obésité (source étude revue médicale the Lancet). La Polynésie française est sur le podium en termes d'obésité et de diabète. Les questions de santé publique inhérentes pèsent pour plus de la moitié des dépenses de santé publique (source caisse de prévoyance sociale de Polynésie – CPS)

En Polynésie française, l'espérance de vie est inférieure à 8 ans à celle de la France Métropolitaine. La mortalité infantile (10 pour 1000) est trois fois supérieure à celle de l'hexagone (3.6 pour 1000). (Source caisse de prévoyance sociale de Polynésie – CPS).

En plus de la santé physique, il est utile d'évoquer les comportements induits par ce déclassement (consommation de drogues et d'alcool) endommageant gravement la santé physique et mentale de ces populations. A ce titre, une étude de l'OMS réalisée en 2016 conclue que 40% des Polynésiens interrogés présentaient au moins un trouble psychique (hors risque suicidaire) et que 18,5% de la population avait fait une tentative de suicide. Sont concernées les personnes ayant les plus faibles revenus...

En Polynésie, la pauvreté n'est pas un phénomène isolé. Elle engendre des complications et des obstacles aboutissant à la marginalisation de segments entiers de la population. Les principales victimes en sont les jeunes. L'actualité locale ne manque pas d'exemples illustrant la conjonction entre populations jeunes et marginalisées et la contraction du marché de l'emploi qui joue sur elles comme un goulet d'étranglement. 55% de la population à moins de 25 ans, ces derniers perdent, par désarroi, toute perspective d'avenir. Ils finissent par se considérer comme des laissés pour compte.

En Polynésie comme dans d'autres collectivités, la stratégie du Président de la République pour lutter contre la pauvreté des enfants et des jeunes démunis trouvera toute sa signification. La Branche Polynésienne en appelle donc à la solidarité nationale.